

VISION TRIENNALE 2015-2016-2017 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2015	ACTION RÉALISÉE EN 2016	ACTION RÉALISÉE EN 2017
1) UNE OFFRE DE JUSTICE QUI ÉVOLUE DANS TOUTES LES MATIÈRES			
Implanter, de façon harmonieuse et créative, le nouveau Code de procédure civile (C.p.c. (RLRQ, c. C-25.01)), dont ses dispositions prévoyant un rajustement de la compétence pécuniaire de la Cour du Québec ainsi que la saine gestion des instances			
Contribution aux travaux préparatoires à l'entrée en vigueur du C.p.c. / à son implantation harmonieuse	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Participation à quatre réunions du Comité de mise en œuvre du C.p.c. magistrature – ministère de la Justice (MJQ) ➤ Participation à plusieurs rencontres de travail avec les représentants du MJQ sur divers aspects de la réforme (dont les formulaires, avis de gestion et procès-verbaux) ➤ Travaux du Comité consultatif de la Cour en matière jeunesse et du Comité consultatif de la Cour sur la justice civile et administrative 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Adoption et entrée en vigueur d'une <u>directive à propos des documents déposés sous pli cacheté</u>, à l'intention des parties et des avocats ➤ Participation à trois réunions du Comité de mise en œuvre du C.p.c. magistrature – MJQ ➤ Suivis de l'implantation du C.p.c. avec la collaboration des juges de toutes les régions ➤ Échanges et discussions avec les partenaires (MJQ et barreaux notamment) sur certains aspects de la réforme ➤ Mise à jour du guide sur les petites créances 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Échanges et discussions avec les partenaires (MJQ et barreaux notamment) sur certains aspects de la réforme ➤ Participation aux travaux préliminaires dans le cadre des propositions de modifications au C.p.c. incluses au projet de loi 168 (<i>Loi visant à favoriser l'accès à la justice et à en accroître l'efficacité</i>) ➤ Suivis de l'implantation du C.p.c. avec la collaboration des juges de toutes les régions, notamment au regard de la gestion des instances
Offre de séances de perfectionnement à tous les juges qui devront appliquer le C.p.c., publication d'infolettres et d'autres outils de formation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Formation spéciale offerte le 3 novembre à quelque 200 juges siégeant en matière civile et dans les matières relatives à la jeunesse ➤ Publication de deux infolettres; d'un guide sur l'interprétation et l'application du C.p.c.; de textes de soutien à la formation des juges sur la gestion des instances et d'exercices pratiques 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Séances spéciales de perfectionnement sur le C.p.c., y compris la gestion des instances, lors des formations régionales des juges de mai et lors du séminaire sur les « Journées de droit civil » en octobre 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuite des séances de perfectionnement sur le C.p.c., y compris la gestion des instances, lors des formations régionales des juges de mai et lors du séminaire sur les « Journées de droit civil » en octobre
Contribution aux travaux de la Table de concertation en matière de petites créances et promotion des initiatives qui y sont développées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Présidence de trois réunions de la Table de concertation ➤ Mise à jour du répertoire des initiatives des membres et diffusion sur le site Internet de la Cour 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Présidence de trois réunions de la Table de concertation ➤ Mise à jour du <u>répertoire des initiatives des membres</u> et diffusion sur le site Internet de la Cour ➤ Mise en ligne de deux aide-mémoire, l'un à l'intention des demandeurs et l'autre conçu pour les défendeurs à la Division des petites créances 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Présidence de deux réunions de la Table de concertation ➤ Mise sur pied de deux comités de travail sous la responsabilité de la Table : <ul style="list-style-type: none"> • Comité sur la participation des étudiants en droit à la préparation et à l'assistance des parties à la Division des petites créances (projets pilotes Gatineau et Montréal)

VISION TRIENNALE 2015-2016-2017 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2015	ACTION RÉALISÉE EN 2016	ACTION RÉALISÉE EN 2017
		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en ligne d'une <u>vidéo expliquant le rôle du juge à la Division des petites créances</u> (en français et en anglais) ➤ Collaboration et soutien à la mise en œuvre de la médiation sur place le jour du procès et en amont (quelques semaines avant la tenue de l'audition) à la Division des petites créances, avec le soutien des barreaux et des jeunes barreaux des régions concernées 	<ul style="list-style-type: none"> • Comité sur la liste des experts à la Division des petites créances ➤ Mise à jour ponctuelle du <u>répertoire des initiatives des membres</u> et diffusion sur le site Internet de la Cour
Participation aux projets pilotes de médiation obligatoire pour les parties à la Division des petites créances	➤ Collaboration à l'élaboration de l'arrêté ministériel et suivi de la mise en œuvre des deux projets pilotes à Terrebonne et Gatineau	➤ Collaboration aux suivis des projets de médiation obligatoire	➤ Collaboration aux suivis des projets de médiation obligatoire
Élaboration d'un processus de gestion d'instance harmonisé avec les exigences du C.p.c.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Élaboration et publication de la directive de la juge en chef sur l'examen des protocoles de gestion des instances, conformément aux articles 63, 66 et 150 C.p.c. ➤ Conclusion, par la Cour du Québec et le Barreau de Longueuil, d'<u>une entente de gestion d'instance dans les matières relatives à la jeunesse</u> 	➤ Adoption et entrée en vigueur d'une <u>directive modifiant le formulaire de protocole sur la gestion d'instance en matière civile</u>	➤ Suivis de l'implantation de la directive
Assurer une utilisation optimale des ressources en matières criminelle et pénale, en tenant compte de la durée et de la complexité grandissantes des dossiers et du nombre croissant d'accusés non assistés d'un avocat			
Étude du rapport du Comité sur le traitement des affaires pénales	➤ Création d'un groupe de travail visant à élaborer de nouvelles façons de faire afin, entre autres, d'améliorer les délais d'audition dans le district judiciaire de Montréal	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fin des travaux du Comité qui ont mené à des modifications importantes dans les façons de faire, permettant ainsi d'améliorer les délais ➤ <u>Annonce de 16 nouveaux postes de juges à la Chambre criminelle et pénale permet d'entrevoir l'avenir avec optimisme</u> ➤ Ces ressources additionnelles devraient aussi permettre, en 2017, de diversifier l'offre de services et d'envisager p. ex. un recours 	➤ Les <u>16 nouveaux postes accordés</u> à la Cour sont pourvus et les répercussions positives de cet ajout de ressources sont palpables, notamment quant à la réduction des délais

VISION TRIENNALE 2015-2016-2017 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2015	ACTION RÉALISÉE EN 2016	ACTION RÉALISÉE EN 2017
		additionnel aux conférences de facilitation et à la gestion d'instance	
Élaboration d'un programme de suivi des causes longues et complexes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place à Montréal d'une équipe de juges de gestion d'instance ayant pour mandat, entre autres, de gérer les dossiers de plus longue durée afin d'assurer de mieux cibler les questions réellement en litige, d'obtenir des admissions et d'évaluer plus précisément le temps réel requis pour l'audience 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Maintien d'un suivi serré des dossiers de plus longue durée par l'équipe de juges de gestion d'instance ➤ Un constat : le nombre de ces dossiers ne cesse de croître, ce qui n'est pas sans alourdir le processus et occasionner des délais ➤ Annonce de 16 postes additionnels qui incite la direction de la Cour à mettre fin à ce processus pour le remplacer par un projet pilote de gestion par un juge en chambre 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Franc succès constaté du projet pilote de gestion par un juge en chambre ➤ Exportation de ce projet dans les régions de la Montérégie et de Laval-Laurentides-Lanaudière-Labelle ➤ Déploiement progressif de cette initiative dans d'autres régions
Évaluation permanente des activités judiciaires (autres qu'en salles d'audience, p. ex. : autorisations judiciaires, conférences de gestion en cabinet et conférences de facilitation)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Analyse du temps ainsi consacré par les juges 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mesure permanente qui consiste à comptabiliser ces activités 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Maintien de cette mesure (voir 2016)
Identification des meilleures pratiques dans certains domaines (p. ex. : mise sous scellé et ouverture de paquets scellés)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en œuvre du rapport du Comité de la Cour sur les meilleures pratiques en matière de mise sous scellé et d'ouverture de paquets scellés 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Tous les districts judiciaires sont maintenant équipés pour mettre en œuvre les recommandations du rapport concernant les scellés ➤ Mise en place à Montréal d'un projet de gestion d'instance par un juge en chambre ➤ Plusieurs initiatives lancées dans chaque région pour réduire les délais (p. ex. : mise en place ou relance des travaux de comités de concertation en matière criminelle) 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les enveloppes requises par la Cour pour les scellés sont disponibles dans tous les greffes ➤ Implantation à Montréal (notamment) d'un <u>projet d'interrogatoire hors cour (inspiré de l'interrogatoire au préalable en matière civile) pour tenir lieu d'enquête préliminaire lorsque la citation à procès n'est pas contestée</u>
Consolidation des programmes de gestion d'instance en matière criminelle		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Gestion d'instance régulièrement appliquée dans toutes les régions et résultats positifs constatés ➤ À Montréal : début d'un projet pilote de gestion d'instance par le juge en chambre afin de 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Plusieurs journées de cour prévues dans des dossiers ont été récupérées par la mise en œuvre du projet de gestion d'instance à Montréal, menée par un juge en chambre

VISION TRIENNALE 2015-2016-2017 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2015	ACTION RÉALISÉE EN 2016	ACTION RÉALISÉE EN 2017
		s'assurer que le temps planifié en salle d'audience est encore entièrement requis	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Des projets semblables existent aussi dans les régions de la Montérégie et de Laval-Laurentides-Lanaudière-Labelle ➤ Des séances de formation sur la gestion d'instance ont été offertes aux juges de ces trois régions
Mettre en œuvre la nouvelle compétence de la Cour du Québec dans les matières relatives à la jeunesse, introduite par le nouveau <i>Code de procédure civile</i>, et demeurer à l'affût des amendements envisagés en matière de protection de la jeunesse et d'adoption			
Mise en œuvre de la nouvelle compétence de la Cour dans les matières relatives à la jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Tournée de formation à propos de l'article 37(3) C.p.c., qui autorise la Cour du Québec à se prononcer sur la garde, l'émancipation, l'exercice de l'autorité parentale et la tutelle lorsqu'elle est déjà saisie d'une demande en matière d'adoption ou de protection de la jeunesse 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place d'un répertoire des décisions rendues à propos de l'article 37(3) C.p.c. à l'intention des juges 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Développement d'un classement des décisions rendues dans l'exercice de cette compétence et intervention auprès de SOQUIJ à cette fin ➤ Formation spécifique offerte aux juges ➤ Échanges avec le MJQ sur le traitement par les greffes des dossiers de cette juridiction
Séances d'information sur la parentalité et la médiation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Formation des juges à propos des exigences du C.p.c. quant aux séances d'information sur la parentalité et la médiation, accessibles aux justiciables dans le contexte notamment des audiences sur la garde de l'enfant, conformément à l'article 37(3) C.p.c. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Efforts déployés pour que les justiciables soient informés de l'existence des séances sur la parentalité lors du dépôt d'une demande de garde et pour s'assurer que ces séances sont adaptées à la réalité de la protection de la jeunesse 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuite des travaux en ce sens
Suivi particulier des dossiers concernant une personne accusée, tant comme mineure qu'adulte, d'infractions criminelles découlant de la même série d'événements et formation des juges au besoin	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rencontres du comité et examen d'un cas réel de « double compétence » en Estrie, y compris les commentaires et observations des participants (Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), Directeur de la protection de la jeunesse, procureurs des parents, procureur de l'enfant et juge) ➤ Implication de deux membres du Barreau du Québec et création d'un sous-comité afin de jeter les bases d'un projet pilote à soumettre au comité 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rencontres organisées avec le Barreau du Québec et poursuite des travaux du comité pour élaborer les meilleures pratiques (plutôt qu'un projet pilote) ➤ Démarches de sensibilisation auprès du DPCP et des avocats de la défense quant aux meilleures pratiques à l'égard de la personne accusée, tant comme mineure qu'adulte, d'infractions criminelles découlant de la même série d'événements 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Constat que la pratique s'est développée en ce sens

VISION TRIENNALE 2015-2016-2017 DE LA COUR DU QUÉBEC			
INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2015	ACTION RÉALISÉE EN 2016	ACTION RÉALISÉE EN 2017
Progression des travaux du Comité sur l'application de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réunions du comité interministériel, à propos notamment des familles d'accueil de proximité ➤ En collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de la Justice, travaux à propos des articles du C.p.c. qui devraient apparaître à l'article 85 de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Échanges avec le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de la Justice sur un projet de loi modifiant la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> et, dans ce cadre, consultations régulières des membres du Comité de la Cour en matière jeunesse et d'autres juges de la Chambre de la jeunesse ➤ Proposition de gestion d'instance en matière jeunesse au ministère de la Justice 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le projet de loi 99 (<i>Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions</i>) intègre des dispositions visant la gestion d'instance en matière de protection de la jeunesse
Contribution à l'élaboration du contenu des amendements envisagés en matière de protection de la jeunesse et d'adoption		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuite des rencontres des membres du Comité consultatif en matière jeunesse, lesquels ont notamment suivi les travaux de la commission parlementaire qui s'est penchée sur un projet de loi concernant la protection de la jeunesse 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombreux échanges avec le MJQ dans la foulée des travaux préalables à l'adoption du projet de loi 99, particulièrement en matière de protection de la jeunesse et de l'application des dispositions du C.p.c. à ce domaine du droit ➤ Rencontres avec tous les intervenants et échanges pour faire le point sur les impacts des modifications envisagées sur la pratique en jeunesse ➤ Poursuite des travaux du comité consultatif sur l'étude des projets de loi 99 et 113 (<i>Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements</i>)
Rédaction et diffusion de guides pour les juges qui siègent dans les matières relatives à la jeunesse (p. ex. : au sujet de l'adoption)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Publication d'un guide à l'intention des juges sur les conférences de règlement à l'amiable dans les matières relatives à la jeunesse ➤ Travaux en cours à propos d'un guide regroupant tous les décrets pertinents dans les matières relatives à la jeunesse (adoptés en vertu de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> et de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> ou encore concernant l'adoption et l'adoption internationale) 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise à jour du guide sur les conférences de règlement à l'amiable dans les matières relatives à la jeunesse, à l'intention des juges ➤ Collaboration avec Éducaloi à la préparation d'un <u>dépliant informatif pour les parents dont l'adolescent fait face au système de justice pénale</u> 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Élaboration en cours d'un vade-mecum en matière d'adoption, à l'intention des juges ➤ Mise à jour en cours des vade-mecum en matière de protection de la jeunesse et de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> ➤ Développement en cours d'une plateforme numérique qui regroupera toutes les lois, les règlements et arrêtés en conseil qui sont susceptibles d'application en matière jeunesse

VISION TRIENNALE 2015-2016-2017 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2015	ACTION RÉALISÉE EN 2016	ACTION RÉALISÉE EN 2017
Diversifier et adapter les services et les pratiques de la Cour, dans tous ses champs de compétence, pour qu'ils répondent le mieux possible aux besoins évolutifs des justiciables			
Révision complète du <i>Règlement de la Cour du Québec</i> , RLRQ, c. C-25.01, r. 9)	<ul style="list-style-type: none"> ➤Élaboration et adoption du nouveau <i>Règlement de la Cour du Québec</i> ➤Printemps : tournée provinciale des juges en chef pour présenter les faits saillants du projet aux juges ➤Été et automne : consultation des juges et des partenaires de la Cour, analyse des commentaires reçus et bonification du projet ➤4 novembre : adoption du <i>Règlement de la Cour du Québec</i> par les juges réunis en assemblée générale spéciale ➤16 décembre : publication du <i>Règlement de la Cour du Québec</i> à la <i>Gazette officielle du Québec</i> ➤Mise en place d'un comité permanent de révision du <i>Règlement de la Cour du Québec</i> ➤Consultation amorcée auprès des communautés autochtones en conformité avec les dispositions de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois 	<ul style="list-style-type: none"> ➤1^{er} janvier : entrée en vigueur du <i>Règlement de la Cour du Québec</i> ➤Poursuite des consultations auprès des communautés autochtones en conformité avec les dispositions de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois ➤Cinq réunions du comité permanent de révision du <i>Règlement de la Cour du Québec</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ➤Analyse des commentaires reçus des communautés autochtones afin de modifier le projet de règlement relatif à la cour itinérante
Disponibilité, promotion et consolidation des modes appropriés de règlement des litiges, dont les conférences de règlement à l'amiable, de gestion et de facilitation	<ul style="list-style-type: none"> ➤Mise à jour des documents de référence sur la conférence de règlement à l'amiable <u>en matière civile et en matière de protection de la jeunesse</u> ➤<u>Protocole de gestion d'instance en matière de protection de la jeunesse signé le 26 novembre par le Barreau de Longueuil et la Cour du Québec</u> ➤Ententes sur la gestion hâtive d'instance signées avec le <u>Barreau du Saguenay-Lac-Saint-Jean (2 février)</u>, le <u>Barreau de la Mauricie (1^{er} avril)</u> et le <u>Barreau de Montréal (9 juillet)</u> 	<ul style="list-style-type: none"> ➤Entrée en vigueur d'ententes sur la gestion hâtive d'instance en matière civile conclues avec les Barreaux d'<u>Arthabaska</u>, de <u>Bedford</u>, de <u>Laurentides-Lanaudière</u>, de <u>Laval</u>, de <u>la Mauricie</u>, de <u>l'Outaouais</u> et de <u>Saint-François</u> ➤Entrée en vigueur d'une entente de gestion d'instance conclue avec le <u>Barreau de Richelieu en matière de protection de la jeunesse</u> 	<ul style="list-style-type: none"> ➤Suivis de l'application des ententes sur la gestion d'instance en matière civile ➤Formations offertes aux juges sur les conférences de facilitation en matière criminelle; à ce jour, 146 juges ont reçu cette formation ➤Sensibilisation des juges et des avocats au sujet des projets d'entente prévus à la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> ➤Formations dispensées aux avocats pour la rédaction des ententes (tant en matière de

VISION TRIENNALE 2015-2016-2017 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2015	ACTION RÉALISÉE EN 2016	ACTION RÉALISÉE EN 2017
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise à jour des documents de référence en matière de facilitation pénale 		<ul style="list-style-type: none"> projets que de conférences de règlement à l'amiable) ➤ Sensibilisation et formations des juges et des avocats à propos de la conférence de facilitation en matière de justice pénale pour les adolescents ➤ Formation sur la gestion d'instance et diffusion du projet de la Montérégie dans les autres régions ➤ Formation particulière sur la gestion d'instance en matière criminelle offerte aux juges de Montréal, de la Montérégie et de Laval-Laurentides-Lanaudière-Labelle, et ce, dans la foulée des arrêts <i>Jordan</i> et <i>Cody</i> ➤ Création d'un séminaire de formation sur la gestion d'instance en matière criminelle ➤ Mise sur pied d'un groupe de travail comprenant tous les intervenants jeunesse et les instances gouvernementales pour revoir la présentation de la preuve en matière de protection de la jeunesse ➤ Participation à de nombreuses Tables sociojudiciaires régionales
<p>Élaboration de lignes directrices sur l'utilisation des moyens technologiques de communication et d'enregistrement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suivi de l'application (et de l'évolution) des lignes directrices adoptées en 2013 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>À compter du 1^{er} juin 2016</u> : permission accordée à un avocat, une partie ou un journaliste reconnu de gazouiller à partir d'une salle d'audience de la Cour du Québec, de la Cour supérieure et de la Cour d'appel, à moins que la loi, une ordonnance précise ou un juge ne l'interdise 	

VISION TRIENNALE 2015-2016-2017 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2015	ACTION RÉALISÉE EN 2016	ACTION RÉALISÉE EN 2017
2) UNE JUSTICE ATTENTIVE À LA RÉALITÉ ET AUX BESOINS DE CLIENTÈLES PARTICULIÈRES			
Contribuer à une meilleure offre de services de justice à l'égard de la clientèle autochtone de tous les milieux, y compris le milieu urbain et les grands centres			
<p>Consolidation des améliorations apportées pour la cour itinérante dans le Nord</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Augmentation du nombre de sessions (<i>termes</i>) dans le Nord-du-Québec, y compris pour les matières relatives à la jeunesse ➤ Ouverture de sessions exclusivement pour les matières relatives à la jeunesse à Kawawachikamach et Schefferville ➤ Rencontre avec les directeurs de la protection de la jeunesse du Nord ➤ Mise en place d'une table de concertation sociojudiciaire pour le Nord ➤ Participation aux travaux du Forum sociojudiciaire autochtone ➤ Mission avec le Barreau du Québec au nord du 49^e parallèle 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Participation aux travaux du Forum sociojudiciaire autochtone ➤ Discussions avec le ministère de la Justice et la Commission des services juridiques pour la mise en place d'un projet d'un an dans lequel les services d'un avocat seraient offerts aux parents lors des sessions de la Cour ➤ Augmentation des termes de la cour itinérante afin de répondre aux besoins grandissants 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Augmentation considérable du nombre de termes à la suite du budget permanent accordé pour permettre à la Cour de recourir à des juges suppléants afin de servir les communautés autochtones ➤ Observations additionnelles de la Cour quant à la nécessité d'ajouter deux postes de juges réguliers afin de répondre adéquatement aux besoins de ces communautés ➤ Participation aux travaux de la Table de concertation sur la Justice dans le Nord avec les divers intervenants de l'Abitibi et le Barreau du Québec
<p>Coordination des actions visant à améliorer les services rendus par la Cour en matière criminelle et dans les matières relatives à la jeunesse, plus particulièrement dans la MRC Le Golfe-du-Saint-Laurent (Basse-Côte-Nord)</p>		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réunion avec les intervenants concernés afin d'améliorer l'accès à la justice pour les justiciables autochtones de Kawawachikamach ➤ Développement d'outils pour les parents afin de mieux les informer sur les ressources qui leur permettent d'être représentés à la Cour (dans les matières relatives à la jeunesse) ➤ Démarches auprès de la Commission des services juridiques afin que des avocats se déplacent à Schefferville pour représenter des justiciables (dans les matières relatives à la jeunesse) 	



VISION TRIENNALE 2015-2016-2017 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2015	ACTION RÉALISÉE EN 2016	ACTION RÉALISÉE EN 2017
Recours accru aux technologies afin d'étendre l'offre de services pour le traitement des matières urgentes (centralisation des urgences)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ajout de journées consacrées à la centralisation des urgences 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Centralisation des urgences maintenant offerte cinq jours par semaine ➤ Élaboration en cours d'un projet de comparution par visioconférence pour les femmes autochtones détenues à Saint-Jérôme 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Déploiement du projet de comparution par visioconférence des femmes autochtones détenues à Saint-Jérôme
Proposer et mettre en place des mesures adaptées aux personnes ayant des problèmes de santé mentale			
Implantation d'un projet provincial pour les enfants et les parents ayant des problèmes de santé mentale, en matière de protection de la jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quatre réunions afin, notamment, de dresser la liste des différents projets en cours dans plusieurs régions au sujet des parents vivant une séparation à haut niveau de conflit ➤ Travaux en vue de lancer un projet incluant les centres jeunesse de Québec, Longueuil et Batshaw 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuite des travaux afin de mettre en place un projet pour les enfants et les parents ayant des problèmes de santé mentale, au printemps ou à l'automne 2017, en Montérégie ainsi que dans la région de Québec–Chaudière–Appalaches ➤ Poursuite pour mettre en place des séances sur la parentalité adaptées à la jeunesse ➤ Collaboration avec les directeurs de la protection de la jeunesse concernés pour mettre en œuvre un projet destiné aux parents vivant une séparation à haut niveau de conflit 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuite des travaux du Comité sur la coparentalité et finalisation du projet traitant des situations d'enfants au centre d'un haut conflit de séparation, incluant la proposition d'une trajectoire sociojudiciaire et d'un programme d'intervention tant au plan clinique que judiciaire pour démarrage d'un projet pilote en 2018 ➤ Nombreuses conférences en vue de présenter et promouvoir ce projet
Adoption et diffusion d'un guide, pour les juges, incluant les meilleures pratiques sur l'examen clinique et la garde en établissement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Printemps 2015 : élaboration et diffusion d'un tableau des meilleures pratiques 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise à jour du tableau des meilleures pratiques pour tenir compte du C.p.c. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise à jour du guide sur l'évaluation psychiatrique et les gardes en établissement ainsi que du tableau des meilleures pratiques ➤ Élaboration de nouvelles règles dans l'application du huis clos pour la présentation de ces demandes, dans la foulée du C.p.c.
Mise en place d'un cadre pour une réponse mieux adaptée aux accusés ayant des problèmes de santé mentale	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Plusieurs rencontres des divers intervenants en vue de mettre en place un traitement particularisé à Montréal en 2016 ➤ Travaux en cours en Abitibi-Témiscamingue et en Mauricie ➤ Projet pilote lancé à Saint-Jérôme 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Projets d'accompagnement en matière de santé mentale en place à Saint-Jérôme, <u>Joliette</u>, <u>Laval</u>, Longueuil, Val-d'Or et Chicoutimi 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Projet lancé officiellement à Trois-Rivières</u> ➤ Lancement prochain du projet à Montréal

VISION TRIENNALE 2015-2016-2017 DE LA COUR DU QUÉBEC			
INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2015	ACTION RÉALISÉE EN 2016	ACTION RÉALISÉE EN 2017
Maintenir une offre de services particularisés aux personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie			
Analyse de l'évaluation du Programme de traitement judiciaire de la toxicomanie à la Cour du Québec (PTTCQ) à Montréal et mise en œuvre des recommandations privilégiées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Consolidation du programme et mise en œuvre de certaines recommandations du rapport d'évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renouvellement de l'équipe de juges impliqués dans le programme et autres ajustements en vue de l'amélioration continue du programme 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Participation des divers intervenants du PTTCQ à un <u>film présentant le programme aux étudiants de l'École Nationale de la Magistrature (ENM) en France</u> ➤ Délégation d'une juge de la Cour pour présenter le programme à l'ENM
Élargissement du PTTCQ à Montréal aux personnes en liberté		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Plusieurs rencontres des membres d'un comité pour élargir l'application du <u>PTTCQ</u> aux personnes en liberté 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuite des travaux nécessaires pour l'élargissement de l'application du <u>PTTCQ</u> en vue de sa mise en vigueur en 2018
Détermination des régions qui bénéficieraient d'un programme de traitement judiciaire de la toxicomanie et soutien dans leurs démarches	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rencontres entre les divers intervenants de la Côte-Nord afin d'étendre le programme à Sept-Îles ➤ Discussions entreprises afin d'étendre le programme aux communautés inuites 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Discussions en cours pour mettre en œuvre un programme de traitement judiciaire de la toxicomanie dans plusieurs régions, adapté selon les besoins 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Projet en cours de réalisation à Sept-Îles pour la clientèle autochtone ➤ Projet en cours de réalisation pour le Nord-du-Québec
3) UN LEADERSHIP ASSUMÉ AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ ET DES PARTENAIRES			
Participer à l'effort d'information des justiciables, par exemple en maximisant l'utilisation des moyens de communication technologiques			
Révision et mise à jour du site Internet de la Cour et conception de rapports publics de la Cour avec le souci particulier d'en faciliter la compréhension par les citoyens	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Diffusion d'un <u>rapport public pour l'année 2014</u> ➤ Diffusion de la <u>Vision triennale 2015-2016-2017</u> ➤ Diffusion d'un <u>bilan de la Vision triennale 2012-2013-2014</u> ➤ Versions <u>française</u> et <u>anglaise</u> de la page d'accueil du site Internet de la Cour consultées près de 113 000 fois ➤ <u>25 communiqués</u> publiés dans la section des actualités du site Internet de la Cour 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Diffusion d'un <u>rapport public pour l'année 2015</u> ➤ Diffusion d'un <u>bilan de la première année d'application de la Vision triennale 2015-2016-2017</u> ➤ Versions <u>française</u> et <u>anglaise</u> de la page d'accueil du site Internet de la Cour consultées près de 131 000 fois ➤ <u>33 communiqués</u> publiés dans la section des actualités du site Internet de la Cour ➤ Ajout d'une rubrique sur le site Internet de la Cour à propos du <u>C.p.c.</u> et des <u>petites créances</u> 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Préparation d'un rapport public pour les années 2016 et 2017 ➤ Préparation d'un bilan de la mise en œuvre de la <u>Vision triennale 2015-2016-2017</u> ➤ Début des travaux pour élaborer la prochaine vision de la Cour ➤ Versions <u>française</u> et <u>anglaise</u> de la page d'accueil du site Internet de la Cour consultées près de 141 000 fois ➤ <u>34 communiqués</u> publiés dans la section des actualités du site Internet de la Cour

VISION TRIENNALE 2015-2016-2017 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2015	ACTION RÉALISÉE EN 2016	ACTION RÉALISÉE EN 2017
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ajout d'une <u>rubrique sur le site Internet de la Cour contenant des statistiques</u> dans toutes les matières 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ajout d'une <u>rubrique dressant une liste non exhaustive des « ressources complémentaires »</u> qui peuvent être utiles aux citoyens 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Discussions et échanges dans le cadre d'un projet télévisuel (pour l'année 2018) visant à mieux faire connaître la fonction de juge
Participation aux séances d'information pour les parties à la Division des petites créances; ces séances sont offertes dans toutes les régions par les barreaux, les jeunes barreaux et les centres de justice de proximité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Participation de juges à des dizaines de séances d'information dans diverses régions du Québec (dont Laval, Saint-Jérôme, Joliette, Longueuil, Gatineau et Québec) 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Participation de juges de la Chambre civile à des dizaines de séances d'information dans diverses régions du Québec (dont Laval, Saint-Jérôme, Joliette, Longueuil, Gatineau, Montréal et Québec) 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Maintien de la participation de juges de la Chambre civile à des dizaines de séances d'information dans diverses régions du Québec (dont Laval, Saint-Jérôme, Joliette, Longueuil, Gatineau, Montréal, Mauricie, Rimouski, Québec et Saguenay–Lac-Saint-Jean)
Concertation avec les autres tribunaux du Québec sur différents sujets d'intérêt commun (p. ex. : lignes directrices quant à l'utilisation des technologies dans les salles d'audience)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuite de la démarche de concertation au cours des travaux portant sur la révision des règlements des tribunaux 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Démarche conjointe avec les juges des cours municipales (notamment) dans l'analyse d'un document de réflexion du MJQ intitulé « Pistes de réflexion sur les cours municipales » ➤ <u>Entente entre la Cour du Québec, la Cour supérieure et la Cour d'appel pour modifier les lignes directrices concernant l'utilisation des technologies dans les salles d'audience</u>, en vigueur depuis 2013, pour élargir les possibilités de gazouiller à partir de ces salles 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Démarche conjointe avec la Cour supérieure pour la mise à niveau du soutien administratif à la coordination de la Chambre criminelle et pénale à Montréal ➤ Présidence du COMSI (Comité de la magistrature sur la sécurité de l'information) assumée par le juge en chef associé et poursuite des travaux (p. ex. amélioration des infrastructures informatiques)
Utilisation pertinente d'Internet et des médias sociaux par la Cour	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 110 gazouillis sur les <u>comptes Twitter</u> de la Cour ➤ Plus de 1 000 abonnés aux comptes Twitter de la Cour ➤ Publication d'une <u>version anglaise</u> de la page Wikipédia consacrée à la Cour du Québec 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 122 gazouillis sur les <u>comptes Twitter</u> de la Cour ➤ Plus de 1 500 abonnés aux comptes Twitter de la Cour ➤ Mise à jour régulière de la page Wikipédia de la Cour du Québec (<u>française et anglaise</u>) 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 120 gazouillis sur les <u>comptes Twitter</u> de la Cour ➤ Plus de 1850 abonnées aux comptes Twitter de la Cour ➤ Mise à jour régulière de la page Wikipédia de la Cour du Québec (<u>française et anglaise</u>)
Susciter les occasions d'échange, de collaboration et de concertation avec les partenaires d'ici et d'ailleurs et tirer avantage de la synergie ainsi créée pour lancer ou poursuivre des projets novateurs			
Mise en place du Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale et contribution active à ses travaux	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Six réunions du comité directeur du <u>Forum</u> ➤ Forum mis en place 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Signature d'une <u>déclaration de principe</u> par laquelle les signataires prennent une série d'engagements pour améliorer concrètement l'accès à la justice civile et familiale 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Élaboration d'un projet de <u>guide</u> utile pour mieux orienter les citoyens en quête d'informations ou de conseils juridiques, de façon à ce qu'ils « frappent toujours à la bonne porte »

VISION TRIENNALE 2015-2016-2017 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2015	ACTION RÉALISÉE EN 2016	ACTION RÉALISÉE EN 2017
		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en ligne d'un microsite pour présenter le Forum, sa vision, sa mission, ses principes directeurs et son mandat (entre autres) 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Participation aux travaux préparatoires à la tenue d'une Journée de réflexion organisée le 16 février 2018
Maintien de la collaboration avec les autres tribunaux, le ministère de la Justice, les barreaux et les jeunes barreaux, les facultés de droit, les associations d'avocats, Éducaloi, les centres de justice de proximité, etc.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Compte tenu du grand nombre d'activités de rayonnement auxquelles ont pris part les juges en chef en 2015, un document distinct est accessible sur le site Internet de la Cour 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ces activités font partie des « actualités » versées régulièrement sur le site Internet de la Cour et ses comptes Twitter 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ces activités font partie des « actualités » versées régulièrement sur le site Internet de la Cour et ses comptes Twitter
Participation aux travaux et activités du Conseil canadien des juges en chef (CCJC) et de l'Association canadienne des juges des cours provinciales (ACJCP)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Participation de certains des juges en chef aux réunions du CCJC et de l'ACJCP du printemps et de l'automne 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Participation de certains des juges en chef aux réunions du CCJC et de l'ACJCP du printemps et de l'automne 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Participation de certains des juges en chef aux réunions du CCJC et de l'ACJCP du printemps et de l'automne
Poursuite des échanges avec l'École nationale de la magistrature de France (ENM)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accueil de stagiaires de l'ENM ➤ Deux missions avec l'ENM et le ministère de la Justice français, l'une portant sur l'expert commun et l'autre sur le Programme de traitement judiciaire de la toxicomanie à la Cour du Québec (PTTCQ) ainsi que la santé mentale (avec l'étroite collaboration, pour ce sujet, des cours municipales de Montréal et de Québec) ➤ Accueil de magistrats français au Québec et de magistrats québécois en France pour échanger, notamment, à propos du système de justice pénale pour les adolescents au Québec ➤ Collaboration étroite avec le magistrat de liaison de l'ambassade de France à Ottawa, le consulat général de France à Québec et le consulat général de France à Montréal 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mission en France de deux juges de la Chambre civile sur l'expertise judiciaire, le programme de traitement judiciaire de la toxicomanie et la santé mentale ➤ Rencontre du juge en chef adjoint à la Chambre civile avec le magistrat Michel Defix (Cour d'appel de Toulouse) portant notamment sur la conciliation et l'expertise judiciaires ➤ Visites de plusieurs magistrats français intéressés par les conférences de règlement à l'amiable, les dossiers en matière pénale, le programme de traitement judiciaire de la toxicomanie et la santé mentale ➤ Accueil de deux stagiaires de l'École nationale de la magistrature de France (ENM) ➤ Rencontre avec la consule générale de France pour consolider les liens établis à la suite de la signature de protocoles avec l'ENM 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Programme de stage de trois auditrices de l'ENM sur le thème <i>Étude, prévention et lutte contre la radicalisation violente au Canada : une approche globalisante et pluridisciplinaire</i> ➤ Visite de trois juges de la Cour du Québec en France sur l'expertise commune ➤ Tournage d'entretiens pour faire découvrir, aux personnes formées par l'ENM, le Programme de traitement judiciaire de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ) ➤ Accueil d'une chercheuse française intéressée par les dispositifs alternatifs à l'incarcération des usagers de drogues, dans le cadre de l'expérimentation des Tribunaux de la Santé mentale à Lyon. ➤ Visite d'une délégation du Parlement européen (Commission des affaires constitutionnelles) portant sur ce thème : <i>Laws and Regulations of Québec, Justice & the Court System</i>

VISION TRIENNALE 2015-2016-2017 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2015	ACTION RÉALISÉE EN 2016	ACTION RÉALISÉE EN 2017
			<ul style="list-style-type: none"> ➤ Visite de deux juges de la Cour du Québec en France à propos de l'utilisation des nouvelles technologies et de l'informatique dans le système judiciaire ➤ Visite d'un juge québécois à Bordeaux pour participer à une conférence sous forme d'une table ronde associant plusieurs personnalités et abordant ce thème : « Présentation de la phase de préparation et d'élaboration du PTTCQ »
4) UNE PLANIFICATION JUDICIAIRE PROACTIVE, QUI TIEN COMPTE DES BESOINS ÉMERGENTS			
Revoir certains aspects de la structure organisationnelle de la Cour afin d'assurer une utilisation optimale de ses ressources			
Mise en place d'un nouveau régime de juges suppléants	➤Élaboration d'un projet de rapport	<ul style="list-style-type: none"> ➤Dépôt du rapport final du Comité consultatif sur les juges suppléants ➤Élaboration en cours d'une nouvelle politique de la Cour sur les juges suppléants 	➤Consultation des juges coordonnateurs à propos d'une nouvelle politique sur les juges suppléants
Révision des attributions des juges de paix magistrats	➤Analyse en cours, par un comité, de la possibilité d'accorder de nouveaux pouvoirs aux juges de paix magistrats	➤Démarche conjointe avec les juges de paix magistrats (notamment) dans l'analyse d'un document de réflexion du MJQ intitulé « Pistes de réflexion sur les cours municipales »	➤Création d'un groupe de travail sur l'organisation du travail des juges de paix magistrats
Mise en œuvre de la position de la Cour définie à partir des recommandations du rapport du Comité sur le traitement des affaires pénales	<ul style="list-style-type: none"> ➤Déploiement de la Division des dossiers spéciaux en matière pénale (DDSMP), sous la responsabilité d'un juge coordonnateur adjoint ➤Détermination du mode de fonctionnement de la DDSMP et identification de juges dédiés 	➤Déploiement de la DDSMP complété : juges dédiés identifiés et assignations qui leur sont confiées par le coordonnateur adjoint; comité sur le perfectionnement créé	➤Création d'un groupe de réflexion sur l'avenir de la DDSMP
Définition d'une position de la Cour quant à l'organisation de la justice municipale		➤Proposition relative à une magistrature provinciale unifiée transmise au MJQ	

VISION TRIENNALE 2015-2016-2017 DE LA COUR DU QUÉBEC

INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2015	ACTION RÉALISÉE EN 2016	ACTION RÉALISÉE EN 2017
Déterminer, documenter et exprimer les besoins de la Cour dans tous les aspects nécessaires à la réalisation de sa mission			
En postes de juges	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Analyse des besoins en matière pénale pour les dossiers de longue durée, dans le contexte du déploiement de la DDSMP ➤ Ouverture de trois nouveaux postes de juges de paix magistrats à Montréal, Laval et Salaberry-de-Valleyfield 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Ouverture de 16 nouveaux postes de juges</u> en matières criminelle et pénale à Montréal, Laval, Longueuil et Gatineau 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Tous les nouveaux postes ont été pourvus
En personnel de soutien aux juges et aux équipes de coordination	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Communication des besoins aux autorités concernées 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Communication des besoins aux autorités concernées ➤ Ajout d'effectifs au Service de recherche 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Communication des besoins aux autorités concernées ➤ Ajout d'effectifs dédiés au bureau de coordination de la Chambre criminelle et pénale à Montréal
En salles d'audience, sécurité et bureaux	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Recensement de l'ensemble des travaux requis (immobiliers ou d'entretien) ➤ Documentation et suivi des retards occasionnés par les services correctionnels (détention); des problématiques liées à la sécurité et du manque de personnel dans les greffes 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Communication des besoins aux autorités concernées 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Communication des besoins aux autorités concernées
En technologies, équipements informatiques et moyens de communication électroniques	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réflexion en cours sur l'implantation d'un système de conférence et de formation au moyen du Web 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Tests réalisés pour un système de conférence et de formation en ligne 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Entente avec le Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ) pour la création d'une zone réservée aux juges et recherchistes afin de déposer de la documentation juridique, et collaboration aux travaux préparatoires
En outils adaptés à l'exercice des fonctions des juges en situation de gestion	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Légères améliorations apportées au Système informatisé des rôles et des assignations (SIRA) ➤ Implantation d'un système pour connaître les délais en matière civile 		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Tenue d'un Colloque de la magistrature ayant pour but de « donner la parole aux juges » de façon, notamment, à orienter les juges en chef quant aux priorités sur lesquelles mettre l'emphase pour améliorer les services offerts aux justiciables, incluant l'organisation du travail des juges

VISION TRIENNALE 2015-2016-2017 DE LA COUR DU QUÉBEC			
INDICATEUR DE RÉALISATION	ACTION RÉALISÉE EN 2015	ACTION RÉALISÉE EN 2016	ACTION RÉALISÉE EN 2017
Développer et utiliser des indicateurs de réalisation pour suivre plus efficacement les activités judiciaires et administratives de la Cour			
Recherche des meilleures pratiques au Canada et à l'étranger, notamment par une participation aux travaux du Conseil canadien des juges en chef axés sur l'élaboration d'indicateurs de réalisation	➤ Travaux en cours au sein du Conseil canadien des juges en chef	➤ identification d'indicateurs de gestion par le Conseil canadien des juges en chef et poursuite des travaux du comité responsable	➤ Travaux en cours au sein du <i>Justice Efficiencies Committee</i> auquel participe la juge en chef adjointe à la Chambre criminelle et pénale

4 mai 2018